Études internationales

Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara, Jean-Jacques GABAS et Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE (dir.), 2012, Paris, Gemdev-Karthala, 207 p.

Jano Bourgeois

Volume 44, numéro 4, décembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024659ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024659ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourgeois, J. (2013). Compte rendu de [*Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara*, Jean-Jacques GABAS et Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE (dir.), 2012, Paris, Gemdev-Karthala, 207 p.] *Études internationales*, 44(4), 648–650. <https://doi.org/10.7202/1024659ar>

La troisième partie porte sur la gouvernance et sur le cadre réglementaire. Cependant, les textes qui la composent n'apportent rien de plus que les nombreux écrits déjà existants sur ce que devraient être un cadre réglementaire idéal et une bonne gouvernance. Quant à la quatrième et dernière partie de l'ouvrage, elle est consacrée aux leçons à tirer de cette crise. Le chapitre le plus intéressant à notre sens est celui de Ross P. Buckley décrivant les pratiques inchangées du FMI malgré les critiques formulées à son égard au fil de diverses crises économiques depuis 1982.

L'ouvrage dirigé par Ariff, Farrar et Khalid souffre grandement d'un manque de cohésion entre les chapitres et entre les différentes parties, de sorte qu'il est difficile d'en dégager un fil conducteur. À titre d'exemple, alors qu'au deuxième chapitre on minimise l'impact des *subprimes* sur la crise, ces derniers deviennent pratiquement des éléments centraux au septième chapitre. De plus, alors que certains chapitres adoptent un format plus universitaire combinant données et analyses sur environ vingt pages, on retrouve également dans l'ouvrage des chapitres de seulement six pages, à caractère plus éditorial et nous apparaissant plutôt superflus.

Bien que l'ouvrage se veuille multidisciplinaire par la diversité des collaborateurs, il ne saurait remplacer ni le chercheur ni le praticien. De plus, non seulement le livre semble avoir perdu de sa valeur entre le moment du symposium à Sydney en 2010 et la date de son édition actuelle, mais il nous laisse grandement sur notre faim par des propos qui semblent

parfois dépassés. À cet égard, Jeffrey Carmichael a l'honnêteté de signaler sous forme de note de fin de document qu'il n'a pas actualisé le texte de son chapitre depuis le symposium, que plusieurs des propositions réglementaires qu'il y formule ont été modifiées au fil des années et que certaines nouvelles propositions ont même répondu à des questionnements qui étaient soulevés dans son chapitre.

Louis-Alexandre KIROUAC
École nationale
d'administration publique (ENAP)
Montréal

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le temps de la Chine en Afrique. Enjeux et réalités au sud du Sahara

Jean-Jacques GABAS et Jean-Raphaël
CHAPONNIÈRE (dir.), 2012, Paris,
Gemdev-Karthala, 207 p.

D'entrée de jeu, Gabas et Chaponnière mentionnent que la question de la Chine en Afrique est à la mode dans les milieux universitaires (p. 15). En effet, de nombreux auteurs, ainsi que plusieurs commentateurs dans le monde des médias, parlent abondamment de cette montée, qu'on dit irrésistible, de la Chine et voient dans l'aide et les investissements chinois des moyens de prise de contrôle de l'Afrique des mains d'un Occident fatigué au profit de la puissance émergente. Cet ouvrage collectif se donne pour objectif d'évaluer et de comprendre les motivations des investissements chinois en Afrique, leurs modalités et leurs impacts grâce à la mise en commun de savoirs

d'experts issus de disciplines variées – géographie, économie et science politique. Cet ouvrage a l'ambition d'aller au-delà des rumeurs et des lieux communs pour comprendre ce qui se passe réellement en Afrique en ce qui a trait à la Chine.

Plus spécifiquement, les auteurs avancent quatre thèses dont les démonstrations représentent autant d'objectifs que se donne l'ouvrage. Premièrement, ils suggèrent que les relations entre la Chine et l'Afrique illustrent les bouleversements de puissance au niveau mondial. Deuxièmement, ils démontrent que la coopération chinoise en Afrique est une tentative de faire valoir le consensus de Beijing (en opposition avec le consensus de Washington), inspiré de l'expérience est-asiatique de développement. Troisièmement, ils indiquent que la marge de manœuvre politique offerte aux États africains par la présence de la Chine comme compétiteur représente une occasion de mettre en œuvre des politiques de développement plus efficaces ou à tout le moins différentes. Enfin, ils montrent que la Chine est en train de devenir un acteur incontournable en Afrique sur le plan de l'aide, du commerce et de l'investissement.

Pour atteindre ces quatre objectifs, l'ouvrage se présente en trois sections distinctes : la première pose le cadre économique et politique de la situation, la seconde examine le système d'aide au développement de la Chine et la troisième s'intéresse à six études de cas sur la présence chinoise en Afrique. Dans la première section, le chapitre clé est celui de Chaponnière et Gabas qui montrent de manière à la fois précise et nuancée la place

importante des investissements, de l'aide et du commerce chinois du point de vue de la statistique. Les auteurs exploitent efficacement diverses sources et offrent une solide critique de la valeur des sources disponibles, de leurs forces, mais surtout de leurs limitations à décrire pleinement et de manière transparente la réalité de la Chine en Afrique. Ils en arrivent au fait qu'il n'est pas possible de cerner précisément la réalité de l'investissement chinois en Afrique, mais que les flux progressent rapidement. Ce chapitre, nécessaire même s'il est technique, est utile pour mettre en perspective les autres sections du livre.

La section sur le système d'aide au développement de la Chine est certainement celle qui posait le plus grand défi, car elle aborde un sujet de taille et surtout d'accès difficile. Quoique la présentation de ce système soit bien faite, utile et convaincante, de même que la preuve de la production de savoir sur l'Afrique par des intellectuels chinois, cette section demeure plutôt descriptive, et l'on y retrouve à un moindre degré l'aspect critique et le recul qui caractérisent le livre dans son ensemble.

Le choix des différentes études de cas est heureux. L'ouvrage nous mène ainsi aux quatre coins de l'Afrique, du Cap-Vert à l'Afrique du Sud en passant par le Mali et le Niger, et illustre bien la diversité des réalités de la Chine en Afrique. Ces études débusquent efficacement les rumeurs, souvent infondées, sur ce qu'implique la présence chinoise en Afrique. L'utilisation de méthodologies et de cadres disciplinaires variés permet de saisir efficacement le sujet abordé sous ses multiples aspects. Elle

met en évidence la diversité des acteurs chinois (différents ministères, investisseurs, entrepreneurs et, de manière très intéressante, diaspora chinoise) et la pluralité de leurs rationalités. Il est efficacement démontré que, si ces acteurs ont un cadre commun – coopérer dans une perspective gagnant-gagnant avec les États africains –, ils n’agissent pas en suivant une grande stratégie commune et coordonnée.

Les études de cas, particulièrement celles du Niger et du Zimbabwe, illustrent bien les désillusions vécues par les pays africains face aux promesses chinoises. Cette relation de coopération égalitaire gagnant-gagnant entre pays du Sud s’avère parfois rhétorique : bas salaires versés, discrimination envers les locaux, peu de transfert de compétences, faible respect des normes nationales, rythme de travail trop rapide pour un encadrement gouvernemental, liens entretenus exclusivement avec le palier national de gouvernement. De plus, le commerce chinois, qui dope la croissance africaine, s’avère ressembler étrangement à un commerce nord-sud typique (produits manufacturés contre matières premières) entre les économies asymétriques de la Chine et celles de ses partenaires africains. Par ailleurs, les cas étudiés confirment que la présence de la Chine sert de contrepoids aux donateurs occidentaux.

Ce livre se distingue par sa rigueur. Les auteurs indiquent clairement quand l’information est fiable et quand elle ne l’est pas, faute de sources ou parce que la situation est trop instable ou récente pour être adéquatement mesurée et comprise. Ce qui peut sembler une lacune importante nous apparaît, en fait, comme une

honnêteté intellectuelle dont l’avantage est de mettre la table pour des chercheurs futurs. L’apport des différents chapitres est parfois un peu inégal, comme c’est hélas le cas de beaucoup d’ouvrages collectifs, mais l’effet d’ensemble reste efficace. En somme, un livre à mettre entre les mains de chercheurs sur l’Afrique, principalement dans le domaine du développement et de la coopération internationale, mais aussi entre celles de chercheurs en relations internationales qui tentent de comprendre l’influence chinoise et ses modalités.

Jano BOURGEOIS
Collège Jean-de-Brébeuf
Montréal

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les observateurs auprès des organisations intergouvernementales. Contribution à l’étude du pouvoir en droit international

*Thierry GARCIA, 2012, Bruxelles,
Éditions Bruylant, 425 p.*

Les organisations intergouvernementales (OIG), comme leur nom l’indique, sont des institutions dont les membres sont des États souverains internationalement reconnus comme tels. Ces États décident de former de telles institutions en vue de joindre leurs efforts et leurs compétences relatives pour l’atteinte de certains objectifs communs. Vu l’interdépendance accrue du monde depuis le siècle dernier, la portée des décisions qu’adopte une OIG ne se limite pas, le plus souvent, aux seuls États membres, car certaines de ces décisions peuvent avoir de lourdes conséquences sur